

RÈGLEMENT IMPOSANT LE TARIF DU 9-1-1 AUX ESLC

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE POINTE-DES-CASCADES

RÈGLEMENT NO 114

RÈGLEMENT IMPOSANT UN TARIF RELATIVEMENT À L'OPÉRATION D'UN CENTRE DE TRAITEMENT DES APPELS D'URGENCE (9-1-1)

CONSIDÉRANT que la municipalité de Pointe-des-Cascades a décidé de fournir un service de traitement des appels d'urgence (9-1-1) à la population;

CONSIDÉRANT que la municipalité de Pointe-des-Cascades a décidé d'opérer, elle-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, un centre de traitement des appels d'urgence (9-1-1)

CONSIDÉRANT que la municipalité de Pointe-des-Cascades désire imposer un tarif aux abonnés du service téléphonique sur son territoire afin de financer les coûts reliés à l'opération d'un tel centre de traitement des appels d'urgence (9-1-1);

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été donné à l'assemblée régulière du 7 février 2005;

VU la convention de cession et de perception de créances relatives aux frais municipaux du service 9-1-1 à intervenir entre la municipalité, le ou les ESLC et la Fédération québécoise des municipalités (FQM);

VU la convention sur les modalités de gestion des montants reçus par la Fédération québécoise des municipalités pour le service municipal 9-1-1 à intervenir entre la municipalité et la Fédération québécoise des municipalités;

EN CONSÉQUENCE,

il est proposé par Monsieur Bruno Vallée,

appuyé par Monsieur Jean-Pierre Dupont,

ET RÉSOLU UNANIMEMENT d'adopter le règlement suivant :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, on entend par les mots :

ABONNÉ : Abonné du réseau téléphonique du ou des ESLC;

L' OU LES ESLC : Entreprises de services locaux concurrentiels;

LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM) : Corporation constituée par lettres patentes en date du 5 septembre 1978, ayant son siège au 2954 boulevard Laurier, bureau 560, à Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4T2;

CENTRE DE TRAITEMENT DES APPELS D'URGENCE : Centrale téléphonique destinée à recevoir et à traiter les appels d'urgence 9-1-1 logés à partir du territoire de la municipalité;

ARTICLE 3 – TARIFICATION

- 3.1. Le centre de traitement des appels d'urgence (9-1-1) de la municipalité est financé, en tout ou en partie, au moyen du tarif prévu au présent article;
- 3.2. Un tarif mensuel pour l'opération d'un centre de traitement des appels d'urgence (911) est imposé à tout abonné selon la nature du service téléphonique auquel il est abonné et ce tarif est établi de la façon suivante :
 - 3.2.1. chaque service local de base équipé pour les appels locaux de départ (sauf le service de téléphone public) : 0,47 \$ / mois;
- 3.3 Pour chaque période de facturation qui ne couvre pas un mois complet, le tarif est calculé selon le tarif mensuel, proportionnellement au nombre de jours où le service a été reçu ou était disponible à l'abonné;

ARTICLE 4- PERCEPTION DU TARIF

La perception du tarif se fait selon les termes de la Convention de cession et de perception de créances relatives aux frais municipaux du service 9-1-1 à intervenir entre la municipalité, l' ou les ESLC et la FQM et selon les termes de la Convention sur les modalités de gestion des montants reçus par la Fédération québécoise des municipalités pour le service municipal 9-1-1 à intervenir entre la municipalité et la Fédération québécoise des municipalités, lesquelles sont jointes aux présentes comme annexe « A » et « B »;

ARTICLE 5 – TAXES IMPUTABLES À UN BIEN OU UN SERVICE

Le tarif fixé en vertu du présent règlement n'inclut pas les taxes applicables, le cas échéant. Dans le cas où une taxe est exigible, la taxe est ajoutée au tarif;

ARTICLE 6 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi, toutefois, le tarif ne sera exigible qu'à compter de la date prévue pour que l' ou les ESLC débute la perception des redevances aux termes de la Convention de cession et de perception de créances relatives aux frais municipaux du service 9-1-1-.

Ronald Hayes, maire

Christiane Cyr, secrétaire-trésorier

AVIS DE MOTION : Le 7 février 2005

ADOPTION : Le 7 mars 2005

AFFICHAGE : Le 22 mars 2005

Copie conforme certifiée

par Christiane Cyr